



Registered office,
Piazzale Enrico Mattei, 1
00144 Rome
Tel. +39 06 59821
eni.com

26 septembre 2019

REPONSE D'ENI Gas & Power France et d'ENI S.p.A

**A LA CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-014 DU 23 JUILLET 2019 RELATIVE AU PROCHAIN TARIF
D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE SOUTERRAIN DE GAZ NATUREL DE
STORENGY, TEREKA ET GEOMETHANE**

A titre liminaire, Eni partage l'analyse de la CRE concernant les trajectoires tarifaires demandées par les opérateurs de stockage, qui sont beaucoup trop élevées au regard des perspectives d'évolution à la baisse de la consommation de gaz et du dimensionnement des stockages existants qui est largement suffisant et qui est amené à se réduire dans le temps (selon une trajectoire qui sera fixée dans la PPE). Par conséquent, les efforts de la CRE pour inciter les opérateurs doivent viser principalement la réduction des coûts des opérateurs, que ce soit les charges d'exploitation ou de capital.

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?

Eni est favorable à cette évolution qui permettra d'éviter des décisions d'investissement liées à des mauvais signaux.

Toutefois, au regard des trajectoires d'investissement des opérateurs de stockage, Eni considère qu'une telle évolution ne suffira pas pour inciter les opérateurs à limiter leurs investissements au stricte minimum. La CRE devra d'une part mener des analyses détaillées des demandes d'investissement des stockeurs et, d'autres part, limiter au maximum les demandes additionnelles des opérateurs pour majorer la rémunération de leurs actifs (traitement des coûts échoués, rémunération des IEC, etc.).

Question 2 Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Eni considère pertinent de reverser le produit net de la cession aux consommateurs au prorata du pourcentage du financement des actifs par le tarif, dans la mesure où ces derniers ont supporté leurs coûts de financement.

Eni souscrit par ailleurs pleinement à l'analyse de la CRE concernant le traitement du démantèlement des sites sous cocon. Il serait totalement injustifié que les consommateurs supportent ces coûts alors qu'ils n'en ont jamais bénéficié depuis la mise en œuvre de la régulation des stockages.

Question 3 Etes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?

Eni y est favorable.



Registered office,
Piazzale Enrico Mattei, 1
00144 Rome
Tel. +39 06 59821
eni.com

Question 4 Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Pas de remarque.

Question 5 Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Eni est favorable à l'extension au stockage du principe de régulation incitative des charges nettes d'exploitation.

Eni considère cependant que la couverture des charges par le CRCP concerne beaucoup trop de postes et limite les incitations à l'optimisation de la performance par les opérateurs sur ces différents postes dont les charges sont significatives.

Question 6 Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Eni est favorable par principe aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE. En outre, Eni considère que les capacités de stockage entrant dans la régulation sont surévaluées par rapport au besoin réel du marché français. A ce titre, tout projet nécessitant un budget supérieur à 20M€ ne devrait être autorisé par la CRE que s'il concerne des problématiques de sécurité graves dûment justifiées par les opérateurs de stockage.

Question 7 Etes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Eni est pleinement favorable à la mise en place d'une régulation incitative de la qualité de service pour les opérateurs de stockage afin de les challenger sur des domaines indispensables au bon fonctionnement du marché du gaz.

Eni soutient ainsi la mise en place des deux indicateurs proposés relatifs aux indisponibilités des sites de stockage qui doivent permettre d'une part d'apporter de la visibilité sur la disponibilité des capacités et d'autre part de s'assurer que les capacités vendues sont effectivement disponibles.

Question 8 Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 0,5 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?

En remarque liminaire, Eni constate que la CRE a indiqué un bonus/malus différent entre celui qui est indiqué à la page 20 (1%) et à la page 40 (0.5%).

Eni partage l'analyse de la CRE concernant les modalités de mise en place d'une incitation portant uniquement sur le premium d'enchère.

Question 9 Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?



Registered office,
Piazzale Enrico Mattei, 1
00144 Rome
Tel. +39 06 59821
eni.com

Eni souscrit à l'introduction d'un système de pénalités en cas de non disponibilité des capacités achetée afin d'inciter les opérateurs à assurer la disponibilité des capacités vendues, paramètre essentiel pour les expéditeurs.

Question 10 Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

Eni est favorable au souhait de la CRE de demander aux opérateurs de consulter les acteurs de marché sur les grands thèmes de recherche qu'ils prévoient de développer.

Eni est globalement en phase avec les évolutions proposées par la CRE mais attire son attention sur les demandes formulées qui concernent des domaines normalement étudiés et maîtrisés par les opérateurs depuis de longues années. Les opérateurs peuvent maintenir une activité de R&D pour tenir compte de l'évolution des technologies et pratiques dans le temps mais ces activités ne peuvent expliquer une inflation des coûts.

Eni considère que le budget de la R&D devrait être limité aux innovations et aux activités relevant du cœur de métier des opérateurs de stockage.

Par ailleurs, Eni rejoint l'analyse de la CRE concernant la nécessité de coordonner entre les opérateurs d'infrastructures de gaz les projets de R&D concernant l'injection de l'hydrogène.

Question 11 Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE

Eni est favorable aux principes fondamentaux suivants :

- Le tarif doit permettre de couvrir les coûts de sécurité et de sûreté des installations qui sont nécessaires à la sécurité d'approvisionnement.
- Le déploiement des projets d'investissement doit être cohérent avec les trajectoires de la PPE en termes de consommation de gaz, afin d'éviter tout surinvestissement ou coûts échoués.
- Le calcul du CMPC doit être réajusté pour tenir compte des évolutions de marché observées depuis plusieurs années.

Eni attire la vigilance de la CRE sur la nécessaire maîtrise des charges d'exploitation :

- La baisse du CMCP, notamment pour prendre en compte la baisse tendancielle des taux d'intérêt, ne doit pas venir réduire la pression sur les opérateurs pour les inciter à maîtriser leurs OPEX. En effet, en cas de hausse des taux d'intérêt dans le futur, les efforts de productivité qui ne seraient pas fait par les opérateurs entraîneraient une hausse significative du coût du stockage. La maîtrise des dépenses d'exploitation permettra de préparer l'avenir, qui passera inévitablement par la baisse de la consommation de gaz. A ce titre, les trajectoires des OPEX envisagées par la CRE, même si elles sont en deçà des demandes des opérateurs, restent à des niveaux trop élevés.
- Aussi, sans incitation ou contrôle, les opérateurs ne font pas toujours les choix permettant de limiter le coût pour les utilisateurs. Le contrat intra-groupe de Storengy en est une bonne illustration puisque ce choix organisationnel va conduire à majorer le coût pour les utilisateurs sans aucune contrepartie en matière de services ou pénalités. Une telle évolution est inacceptable.



Registered office,
Piazzale Enrico Mattei, 1
00144 Rome
Tel. +39 06 59821
eni.com

- Les trajectoires d'investissement des opérateurs posent clairement question. La CRE doit mettre en œuvre des règles strictes sur le calcul et la rémunération des investissements afin d'inciter les opérateurs à limiter leurs investissements aux ouvrages et travaux nécessaires pour la sécurité et le maintien en l'état des sites. Or, les opérateurs bénéficient encore aujourd'hui d'une forte incitation à l'investissement à travers plusieurs leviers (prime additionnelle, rémunération des IEC, traitement de coûts échoués, etc.).